

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 23 augustus 1990.

Art. 3. De Ministers van de Executieve zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 februari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

V. FEAUX

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

J.-P. GRAPE

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Y. YLIEFF

De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

F. GUILLAUME

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2685 (91 — 1006)

24 DECEMBRE 1990. — Décret relatif à la formation continuée et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 77 du 19 avril 1991, page 8197 :

— remplacer le mot « continue » par le mot « continuée », dans le titre du décret;

dans les articles 1^{er}, 2 et 6.

Page 8198 : article 11, insérer entre « enseignement fondamental » et « le Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale » les mots : « le Conseil supérieur de l'enseignement spécial et ».

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 2685 (91 — 1006)

24 DECEMBER 1990. — Decreet betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding van leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 77 van 19 april 1991, bladzijde 8197 :

— moet het woord « continue » vervangen worden door « continuée »,

in het opschrift van het decreet;

in de artikelen 1, 2 en 6.

Op bladzijde 8198 : artikel 11, moeten tussen « enseignement fondamental » en « le Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale » de woorden « le Conseil supérieur de l'enseignement spécial et » ingevoegd worden.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2686

[C — 27440]

6 JUN 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment l'article 4, § 2;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1988 étendant le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 1991;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° l'arrêté royal n° 474 : l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;
- 2° le pouvoir local : un des pouvoirs compris dans le champ d'application de l'arrêté royal n° 474;
- 3° l'agent contractuel subventionné : l'agent visé à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 474;
- 4° l'administration : la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 5° le triennat : chaque période successive de trois ans dont la première commence le 1er janvier 1992.

CHAPITRE II. — Montant de la subvention

Art. 2. Le montant de la subvention annuelle dont bénéficie le pouvoir local est de deux cent cinq mille francs si, la veille de l'entrée en vigueur de la convention visée à l'article 13 ou, en cas d'engagement ultérieur à cette date, la veille de son engagement, l'agent contractuel subventionné :

- 1° est chômeur au sens défini à l'article 5;
- 2° est depuis six mois au moins sans interruption ou a été pendant six mois au moins, au cours de l'année qui précède, dans une ou dans plusieurs des situations visées à l'article 5.

Art. 3. Le montant de la subvention annuelle dont bénéficie le pouvoir local est de deux cent cinq mille ou de quatre cent dix mille francs, au choix de celui-ci, si, la veille de l'entrée en vigueur de la convention visée à l'article 13 ou, en cas d'engagement ultérieur à cette date, la veille de son engagement, l'agent contractuel subventionné :

- 1° est chômeur au sens défini à l'article 5;
- 2° est depuis douze mois au moins sans interruption ou a été pendant douze mois au moins, au cours des deux années qui précèdent, dans une ou dans plusieurs des situations visées à l'article 5, 1° à 7°.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions de l'article 12, le montant de la subvention annuelle dont bénéficie le pouvoir local est de deux cent cinq mille, de quatre cent dix mille ou de six cent quinze mille francs, au choix de celui-ci, si, la veille de l'entrée en vigueur de la convention visée à l'article 13 ou, en cas d'engagement ultérieur à cette date, la veille de son engagement, l'agent contractuel subventionné :

- 1° est chômeur au sens défini à l'article 5;
- 2° est depuis vingt-quatre mois au moins sans interruption ou a été pendant vingt-quatre mois au moins, au cours des quatre années qui précèdent, dans une ou dans plusieurs des situations visées à l'article 5, 1° à 7°.

Art. 5. Est considéré comme chômeur au sens du présent arrêté, celui qui est :

- 1° soit chômeur complet indemnisé;
- 2° soit chômeur complet visé par l'article 123, § 5, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;
- 3° soit chômeur visé par l'article 171octies ou 171nonies de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité;
- 4° soit chômeur percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;
- 5° soit chômeur occupé en atelier protégé conformément à l'article 171bis de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité;
- 6° soit chômeur dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité, depuis un an au plus;
- 7° soit bénéficiaire du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;
- 8° soit agent contractuel subventionné.

Art. 6. Pour l'application des articles 2, 3 et 4, sont assimilées à des périodes de chômage :

- 1° les périodes de non-paiement d'allocations de chômage ou d'attente de maximum quinze jours consécutifs, sauf s'il s'agit d'une sanction administrative ou d'une exclusion prononcée en vertu des articles 134 à 138 ou 194 à 198 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité;
- 2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- 3° les périodes d'emprisonnement en Belgique;
- 4° les périodes de résidence en République fédérale d'Allemagne d'un travailleur qui cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges en Allemagne;
- 5° les périodes d'appel ou de rappel sous les drapeaux ou de service accompli en qualité d'objecteur de conscience;
- 6° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacances;
- 7° les périodes de travail salarié qui, cumulées, ne dépassent pas l'équivalent de trois mois d'occupation à temps plein;
- 8° les périodes d'occupation dans le cadre du programme PRIME;
- 9° les périodes d'occupation dans le troisième circuit de travail antérieures à l'entrée en vigueur de l'article 15 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;
- 10° les périodes de non-paiement du minimum de moyens d'existence de maximum quinze jours consécutifs.

Pour l'application de l'article 3, les périodes d'occupation en qualité d'agent contractuel subventionné sont assimilées à des périodes de chômage :

- 1° lorsque, le jour de l'entrée en vigueur de la convention visée à l'article 13 ou, en cas d'engagement ultérieur à cette date, le jour de son engagement, l'agent est âgé de quarante-cinq ans accomplis;
- 2° ou lorsqu'il était occupé en qualité d'agent contractuel subventionné le 31 décembre 1990.

Pour l'application des articles 2 et 3, les périodes d'occupation en tant qu'agent contractuel subventionné affecté, par le Ministère de l'Intérieur, à la délivrance des cartes d'identité dans les communes, conformément au chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, sont assimilées à des périodes de chômage lorsque l'agent était occupé en cette qualité le 31 décembre 1990.

CHAPITRE III. — Nombre d'agents contractuels subventionnés

Art. 7. § 1er. Si le pouvoir local est une commune, le nombre de points sur la base duquel le nombre maximum d'agents contractuels subventionnés lui est attribué est fixé à partir des quatre critères suivants :

- 1° un point par tranche de mille deux cent cinquante habitants inscrite au registre de la population;
- 2° un point par tranche de vingt-cinq chômeurs complets indemnisés habitant la commune;
- 3° un point par tranche de cinq agents communaux définitifs soumis uniquement à l'assurance soins de santé, à l'exclusion des travailleurs subventionnés des établissements d'enseignement;
- 4° un point par tranche de vingt-cinq kilomètres de voirie communale de petite vicinalité et de grande communication.

Lorsque l'occupation du cadre organique des agents définitifs est inférieure à 90 %, le nombre de points attribué conformément au 3e critère est affecté d'un coefficient réducteur égal au nombre d'emplois occupés divisé par les 9/10es du nombre d'emplois au cadre. Est prise en considération l'occupation au 31 décembre de la pénultième année qui précède chaque triennat par rapport au cadre en vigueur à la même date. Cette dernière donnée figure dans les documents détenus par la Direction générale des pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne.

Pour l'application du 1er critère, est pris en considération le relevé des chiffres officiels de la population au 1er janvier de la pénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il est détenu par l'Institut national de statistiques.

Pour l'application du 2e critère, est pris en considération le nombre de chômeurs complets indemnisés renseigné dans les statistiques au 31 décembre de la pénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par le FOREM. Ce nombre comprend les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire. Il ne comprend, ni les chômeurs âgés remplissant les conditions prévues par l'article 153bis de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité, ni les chômeurs ayant une aptitude au travail réduite remplissant les conditions prévues par l'article 155 du même arrêté.

Pour l'application du 3e critère, est pris en considération le nombre d'agents mentionné dans le cadre statistique du dernier trimestre de la pénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Pour l'application du 4e critère, est pris en considération le nombre de kilomètres au 1er janvier de la pénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par les Services techniques provinciaux.

§ 2. La commune peut céder une partie des points qui lui sont attribués à son centre public d'aide sociale.

Art. 8. § 1er. Si le pouvoir local est un centre public d'aide sociale ou un centre intercommunal d'aide sociale, le nombre de points sur la base duquel le nombre maximum d'agents contractuels subventionnés lui est attribué est fixé à partir des cinq critères suivants :

- 1° un point par tranche de cinquante bénéficiaires du minimum de moyens d'existence;
- 2° deux points par travailleur social occupé en qualité d'agent définitif;
- 3° un point par tranche de deux mille cinq cents repas servis annuellement à domicile, soit par un service du centre public d'aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le centre public d'aide sociale a conclu une convention écrite;
- 4° un point par tranche de mille deux cent cinquante heures de travail prestées annuellement par des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées, soit organisés par le centre public d'aide sociale, soit avec lesquels le centre a conclu une convention écrite;
- 5° un point par tranche de vingt-cinq lits agréés :
 - a) soit de maisons de repos pour personnes âgées ou de maisons de repos et de soins gérées par le centre public d'aide sociale ainsi qu'au prorata des parts prises par le centre dans les intercommunales ou les associations gérant ce type d'établissements, visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;
 - b) soit d'établissements ayant pour objet l'hébergement d'enfants mineurs, gérés par le centre public d'aide sociale.

Pour l'application du 1er critère, est pris en considération le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence au 1er janvier de la pénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par les Services de l'Exécutif de la Communauté française et par ceux de la Communauté germanophone.

Pour l'application du 2e critère, est pris en considération le nombre de travailleurs sociaux au 31 décembre de l'antépénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par les Services de l'Exécutif de la Communauté française et par ceux de la Communauté germanophone.

Pour l'application du 3e critère, est pris en considération le nombre de repas servis au cours de l'antépénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par les Services de l'Exécutif de la Communauté française et par ceux de la Communauté germanophone.

Pour l'application du 4e critère, est pris en considération le nombre d'heures prestées par des aides familiales et des aides seniors auprès des bénéficiaires au cours de l'antépénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par les Services de l'Exécutif de la Communauté française et par ceux de la Communauté germanophone.

Pour l'application du 5e critère, est pris en considération le nombre de lits au 31 décembre de l'antépénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par les Services de l'Exécutif de la Communauté française et par ceux de la Communauté germanophone.

§ 2. Le centre public d'aide sociale peut céder une partie des points qui lui sont attribués à la commune dont il dépend.

Art. 9. Si le pouvoir local est une province, le nombre de points sur la base duquel le nombre maximum d'agents contractuels subventionnés lui est attribué est égal au nombre de tranches de vingt agents provinciaux définitifs soumis uniquement à l'assurance soins de santé, à l'exclusion des travailleurs subventionnés des établissements d'enseignement.

Lorsque l'occupation du cadre organique est inférieure à 90 %, le nombre de points attribué est affecté d'un coefficient réducteur égal au nombre d'emplois occupés divisé par les 9/10es du nombre d'emplois au cadre. Est prise en considération l'occupation au 31 décembre de la pénultième année qui précède chaque triennat par rapport au cadre en vigueur à la même date. Cette dernière donnée figure dans les documents détenus par la Direction générale des pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne.

Pour l'application de l'alinéa 1er, est pris en considération le nombre d'agents renseigné dans le cadre statistique du dernier trimestre de la pénultième année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Art. 10. Les associations de communes, sauf celles à finalité économique, bénéficient ensemble de six cent cinquante points.

La répartition de ces points entre les associations de communes est fixée par l'Exécutif selon des critères clairement définis.

Art. 11. Si le nombre obtenu par application des formules visées aux articles 7 à 10 n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure ou ramené à l'unité selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5.

Art. 12. § 1er. Par agent contractuel subventionné occupé, le pouvoir local utilise un, deux ou trois des points qui lui sont attribués par application des articles 7 à 11 selon qu'il choisit de bénéficier d'une subvention annuelle de deux cent cinq mille, de quatre cent dix mille ou de six cent quinze mille francs.

§ 2. Le pouvoir local qui occupe plus de vingt-neuf agents définitifs ne peut engager un nombre d'agents contractuels subventionnés donnant droit à une subvention annuelle de six cent quinze mille francs qu'à concurrence d'un nombre de points égal au triple du nombre représentant 10 % des personnes effectivement occupées en qualité d'agent définitif.

Le pouvoir local qui occupe moins de trente agents définitifs ne peut engager un nombre d'agents contractuels subventionnés donnant droit à une subvention annuelle de six cent quinze mille francs qu'à concurrence de neuf points.

Pour l'application des alinéas 1 et 2, est pris en considération le nombre d'agents renseigné dans le cadre statistique du dernier trimestre de l'avant-dernière année qui précède chaque triennat, tel qu'il figure dans les documents détenus par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

La règle contenue à l'article 11 est applicable aux nombres résultant de l'application de l'alinéa 1er.

§ 3. En cas d'engagement à temps partiel ou en cas d'occupation inférieure à une année, l'utilisation des points est calculée proportionnellement.

§ 4. Le pouvoir local n'utilise aucun point s'il engage des agents contractuels subventionnés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à des parcs à conteneurs.

Les points qu'un pouvoir local n'utilise pas au cours de l'année civile pour laquelle ils lui ont été attribués, ne peuvent être utilisés au cours d'une autre année.

§ 5. L'Exécutif dispose de deux mille deux cents points qu'il peut accorder, selon des critères clairement définis, aux pouvoirs locaux dont la situation justifie l'octroi de points supplémentaires.

CHAPITRE IV. — Procédure

Art. 13. Le pouvoir local qui souhaite engager des agents contractuels subventionnés adresse une demande de subventions à l'administration au moyen d'un formulaire délivré par celle-ci.

La demande doit être introduite, à peine de nullité, au plus tôt le 1er avril et au plus tard le 30 septembre.

L'octroi des subventions fait l'objet d'une convention. Celle-ci entre en vigueur le 1er janvier qui suit la demande et cesse ses effets le dernier jour du triennat.

CHAPITRE V. — Réduction et liquidation de la subvention

Art. 14. Chaque subvention est octroyée sur la base d'une occupation à temps plein pendant un an.

Elle est calculée proportionnellement à l'occupation effective de l'agent contractuel subventionné.

L'occupation effective des agents contractuels subventionnés résulte des renseignements trimestriels communiqués par le pouvoir local à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Art. 15. La liquidation de chaque subvention est opérée le dernier jour ouvrable de chaque mois par douzièmes.

CHAPITRE VI. — Dispositions abrogatoires

Art. 16. Sont abrogés :

1° en ce qui concerne la Région wallonne, l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 474;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988 fixant les modalités de paiement de la prime visée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474;

3° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 décembre 1990 d'exécution de l'article 5, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 474.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 17. § 1er. Par tranche entière de cent deux mille cinq cents francs comprise dans le montant total des subventions dont le pouvoir local a bénéficié pour les agents contractuels subventionnés qu'il a occupés au cours de l'année 1990, celui-ci se voit attribuer 1/2 point fictif.

Lorsque le nombre de points fictifs attribués à un pouvoir local est inférieur au nombre de points qui lui sont attribués sur la base des articles 7 à 11, ce dernier nombre est diminué d'une fraction de la différence entre, d'une part, ce nombre de points et, d'autre part, le nombre de points fictifs.

Lorsque le nombre de points fictifs attribué à un pouvoir local est supérieur au nombre de points qui lui sont attribués sur la base des articles 7 à 11, ce dernier nombre est majoré d'une fraction de la différence entre, d'une part, le nombre de points fictifs et, d'autre part, le nombre de points attribués sur la base des articles 7 à 11.

La fraction visée aux alinéas 2 et 3 est de 3/4 pour 1992, de 1/2 pour 1993 et de 1/4 pour 1994.

§ 2. La règle contenue à l'article 11 est applicable aux nombres résultant de l'application du § 1er.

Art. 18. Pour les communes qui, le 1er janvier 1991, étaient sous plan d'assainissement, de même que pour les centres publics d'aide sociale qui en dépendent, le nombre de points qui leur est attribué est fixé, par dérogation aux articles 7 et 8, au nombre de points fictifs calculé conformément à l'article 17, § 1er, si ce dernier nombre est plus favorable.

Ce mode de calcul reste d'application jusqu'à la fin de l'année qui suit celle au cours de laquelle la commune cesse d'être sous plan d'assainissement et, à tout le moins, jusqu'à la fin du premier triennat.

A l'issue de la période visée à l'alinéa 2, le nombre de points attribués sur base des articles 7 ou 8 est majoré d'une fraction de la différence entre, d'une part, le nombre de points fictifs et, d'autre part, le nombre de points attribués sur la base des articles 7 ou 8. La fraction est de 3/4 pour la première année, de 1/2 pour la deuxième année et de 1/4 pour la troisième année.

La règle contenue à l'article 11 est applicable aux nombres résultant de l'application des alinéas qui précèdent.

Sont considérées sous plan d'assainissement au sens du présent arrêté, les communes pour lesquelles la Région wallonne intervient dans les charges d'emprunts d'assainissement, d'aide extraordinaire ou de consolidation de la dette du passé, ou à titre de garantie de tels emprunts.

CHAPITRE VII. — Entrée en vigueur et dispositions finales

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les dispositions visées à l'article 16 restent d'application jusqu'au 31 décembre 1991. En outre, à l'égard des agents contractuels subventionnés dont l'occupation ne peut pas donner lieu à l'octroi d'une subvention, les dispositions visées à l'article 16 restent d'application jusqu'à l'issue d'une période égale à la durée minimum du préavis prévu par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, comptée à partir du 1er janvier 1992, augmentée s'il y a lieu, des périodes de suspension légale de l'exécution du préavis et des périodes durant lesquelles il est légalement interdit de remettre le préavis.

Art. 20. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juin 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2686

[C — 27440]

13. JUNI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, insbesondere des Artikels 4 § 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Dezember 1988 zur Erweiterung des Geltungsbereichs des Königlichen Erlasses Nr. 474 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 23. März 1991;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Definitionen

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Königlicher Erlaß Nr. 474 : den Königlichen Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

2° lokale Behörde : eine der in den Geltungsbereich des Königlichen Erlasses Nr. 474 fallenden Behörden;

3° bezuschusstes Vertragspersonalmitglied : Bedienstete im Sinne von Artikel 2 Absatz 2 des Königlichen Erlasses Nr. 474;

4° Verwaltung : die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° Triennium : jeglichen aufeinanderfolgenden Zeitraum von drei Jahren, von dem der erste am 1. Januar 1992 beginnt.

KAPITEL II. — Betrag des Zuschusses

Art. 2. Der Betrag des jährlichen Zuschusses, der der lokalen Behörde gewährt wird, beläuft sich auf zweihundertfünftausend Franken, wenn das bezuschusste Vertragspersonalmitglied am Tage vor Inkrafttreten der in Artikel 13 erwähnten Vereinbarung oder, bei einer Einstufung nach diesem Datum, am Tag vor seiner Einstellung :

1° Arbeitsloser im Sinne von Artikel 5 ist;

2° seit mindestens sechs Monaten ohne Unterbrechung in einer oder mehreren der in Artikel 5 erwähnten Situationen ist bzw. während des vorangehenden Jahres mindestens sechs Monate in einer oder mehreren dieser Situationen gewesen ist.

Art. 3. Der Betrag des jährlichen Zuschusses, der der lokalen Behörde gewährt wird, beläuft sich je nach ihrer eigenen Wahl auf zweihundertfünftausend oder auf vierhundertzweitausend Franken, wenn das bezuschusste Vertragspersonalmitglied am Tage vor Inkrafttreten der in Artikel 13 erwähnten Vereinbarung oder, bei einer Einstellung nach diesem Datum, am Tag vor seiner Einstellung :

1° Arbeitsloser im Sinne von Artikel 5 ist;

2° seit mindestens zwölf Monaten ohne Unterbrechung in einer oder mehreren der in Artikel 5 Nr. 1 bis Nr. 7 erwähnten Situationen ist bzw. während der zwei vorangehenden Jahre mindestens zwölf Monate in einer oder mehreren dieser Situationen gewesen ist.

Art. 4. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 12 beläuft sich der Betrag des jährlichen Zuschusses, der der lokalen Behörde gewährt wird, je nach ihrer eigenen Wahl auf zwei hundertfünftausend, auf vierhundertzweitausend oder auf sechs hundertfünftausend Franken, wenn das bezuschusste Vertragspersonalmitglied am Tage vor Inkrafttreten der in Artikel 13 erwähnten Vereinbarung oder, bei einer Einstellung nach diesem Datum, am Tag vor seiner Einstellung :

1° Arbeitsloser im Sinne von Artikel 5 ist;

2° seit mindestens vierundzwanzig Monaten ohne Unterbrechung in einer oder mehreren der in Artikel 5 Nr. 1 bis Nr. 7 erwähnten Situationen ist bzw. während der vier vorangehenden Jahre mindestens vierundzwanzig Monate in einer oder mehreren dieser Situationen gewesen ist.

Art. 5. Als Arbeitsloser im Sinne vorliegenden Erlasses wird betrachtet wer :

1° entweder entschädigter Vollarbeitsloser ist;

2° oder Vollarbeitsloser im Sinne von Artikel 123 § 5 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit ist;

3° oder Arbeitsloser im Sinne von Artikel 171octies oder 171nonies des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 ist;

4° oder Arbeitsloser ist, der vorübergehend Arbeitslosenentschädigung bekommt;

5° oder Arbeitsloser ist, der gemäß Artikel 171bis des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 in einer beschützenden Werkstätte beschäftigt ist;

6° oder Arbeitsloser ist, dessen Recht auf Arbeitslosenunterstützung seit höchstens einem Jahr in Anwendung von Artikel 143 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 vorläufig aufgehoben ist;

7° oder Bezieher des im Gesetz vom 7. August 1974 über die Einführung des Rechtes auf ein Existenzminimum vorgesehenen Existenzminimums ist;

8° oder bezuschusstes Vertragspersonalmitglied ist.

Art. 6. Für die Anwendung der Artikel 2, 3 und 4 werden folgende Perioden den Arbeitslosigkeitsperioden gleichgestellt :

1° die Perioden von höchstens fünfzehn aufeinanderfolgenden Tagen, in denen keine Arbeitslosenunterstützung oder Wartebihilfe gezahlt worden ist, außer wenn es sich um eine aufgrund der Artikel 134 bis 138 bzw. 194 bis 198 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 ausgesprochene administrative Strafe bzw. einen Ausschluss handelt;

2° die Perioden, die aufgrund der Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben;

3° die Haftzeiten in Belgien;

4° die Perioden, in denen ein Arbeitnehmer, der mit einem im Rahmen der Stationierung der Belgischen Streitkräfte in Deutschland beschäftigten Belgier zusammenlebt, in der Bundesrepublik Deutschland gewohnt hat;

5° die Perioden, in denen die Arbeitssuchenden einberufen bzw. wiedereinberufen worden sind oder ihren Dienst als Dienstverweigerer aus Gewissensgründen geleistet haben;

6° die mit Urlaubsgeld gedeckten Arbeitslosigkeitsperioden;

7° die Perioden, in denen die Arbeitssuchenden als Lohnempfänger tätig gewesen sind und die insgesamt nicht mehr als drei Monaten Vollzeitbeschäftigung entsprechen;

8° die Perioden, in denen die Arbeitssuchenden im Rahmen des PRIME-Programms beschäftigt worden sind;

9° die Perioden, in denen die Arbeitssuchenden auf dem dritten Arbeitsweg beschäftigt worden sind und die dem Inkrafttreten des Artikels 15 des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor vorausgehen;

10° die Perioden von höchstens fünfzehn aufeinanderfolgenden Tagen, in denen das Existenzminimum nicht gezahlt worden ist.

Für die Anwendung von Artikel 3 werden die Perioden, in denen der Arbeitssuchende als bezuschusstes Vertragspersonalmitglied beschäftigt worden ist, Arbeitslosigkeitsperioden gleichgestellt :

1° wenn der Bedienstete am Tag des Inkrafttretens der in Artikel 13 erwähnten Vereinbarung oder, bei einer Einstellung nach diesem Datum, am Tag seiner Einstellung das fünfundvierzigste Lebensjahr vollendet hat;

2° oder wenn er am 31. Dezember 1990 als bezuschusstes Vertragspersonalmitglied beschäftigt war.

Für die Anwendung der Artikel 2 und 3 werden die Perioden, in denen der Arbeitssuchende als bezuschusstes Vertragspersonalmitglied beschäftigt worden ist, das das Ministerium des Innern gemäß Titel III Kapitel II des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 zur Ausstellung der Personalausweise in den Gemeinden eingeteilt hat, Arbeitslosigkeitsperioden gleichgestellt, wenn der Bedienstete am 31. Dezember 1990 in dieser Eigenschaft beschäftigt war.

KAPITEL III. — Anzahl bezuschuster Vertragspersonalmitglieder

Art. 7. § 1. Wenn die lokale Behörde eine Gemeinde ist, wird die Anzahl Punkte, auf deren Grundlage ihr die Höchstanzahl bezuschuster Vertragspersonalmitglieder gewährt wird, nach folgenden vier Kriterien festgelegt :

1° ein Punkt je tausendzweihundertfünfzig Einwohner, die im Bevölkerungsregister eingetragen sind;

2° ein Punkt je fünfundzwanzig entschädigte Vollarbeitslose, die in der Gemeinde wohnen;

3° ein Punkt je fünf festangestellte Gemeindebedienstete, die ausschließlich einer Krankheitskostenversicherung unterliegen, mit Ausnahme der bezuschusten Arbeitnehmer der Lehranstalten;

4° ein Punkt je fünfundzwanzig Kilometer Gemeindegewegnetz der kleinen Gemeindegewege und der großen Verkehrswege.

Wenn der Stellenplan für die festangestellten Bediensteten zu weniger als 90 % besetzt ist, wird die Anzahl Punkte, die gemäß dem 3. Kriterium zugeteilt werden, mit einem Reduzierkoeffizienten multipliziert, der durch $9/10$ der Anzahl Planstellen geteilten Anzahl besetzter Stellen entspricht. Die berücksichtigte Anzahl besetzter Stellen ist diejenige, die am 31. Dezember des vorletzten Jahres vor jedem Triennium im Verhältnis zu dem an diesem Tag geltenden Stellenplan besteht. Letztere Angabe steht in den Dokumenten, die die Generaldirektion der Lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region besitzt.

Für die Anwendung des 1. Kriteriums wird das Verzeichnis der offiziellen Bevölkerungszahlen am 1. Januar des vorletzten Jahres vor jedem Triennium berücksichtigt, so wie es das Landesamt für Statistik besitzt.

Für die Anwendung des 2. Kriteriums wird die am 31. Dezember des vorletzten Jahres vor jedem Triennium in den Statistiken angegebene Anzahl entschädigter Vollarbeitsloser berücksichtigt, so wie sie in den Dokumenten aufgeführt ist, die das GRABA besitzt. Diese Anzahl umfaßt die entschädigten Vollarbeitslosen und die Arbeitslosen, die vorübergehend Arbeitslosenentschädigung bekommen. Sie umfaßt weder die älteren Arbeitslosen, die in Artikel 153bis des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 vorgesehenen Bedingungen erfüllen, noch die Arbeitslosen mit begrenzter Arbeitsfähigkeit, die die in Artikel 155 dieses Erlasses vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Für die Anwendung des 3. Kriteriums wird die Anzahl Bedienstete berücksichtigt, die in den Statistiken des letzten Quartals des vorletzten Jahres vor jedem Triennium erwähnt ist, so wie sie in den Dokumenten angegeben ist, die das Landesamt für Soziale Sicherheit der provinziellen und lokalen Verwaltungen besitzt.

Für die Anwendung des 4. Kriteriums wird die Anzahl Kilometer am 1. Januar des vorletzten Jahres vor jedem Triennium berücksichtigt, so wie sie in den Dokumenten angegeben ist, die die Provinzialen Technischen Dienste besitzen.

§ 2. Die Gemeinde kann einen Teil der ihr zugeteilten Punkte an ihr öffentliches Sozialhilfzentrum abgeben.

Art. 8. § 1. Wenn die lokale Behörde ein öffentliches Sozialhilfzentrum bzw. ein interkommunales Sozialhilfzentrum ist, wird die Anzahl Punkte, auf deren Grundlage ihr die Höchstanzahl bezuschufter Vertragspersonalmitglieder gewährt wird, nach folgenden fünf Kriterien festgelegt :

1° ein Punkt je fünfzig Bezieher des Existenzminimums;

2° zwei Punkte je Sozialarbeiter, der als festangestellter Bediensteter beschäftigt wird;

3° ein Punkt je zweitausendfünfhundert Mahlzeiten, die jährlich entweder von einem Dienst des öffentlichen Sozialhilfzentrums oder von einem privaten bzw. öffentlichen Dienst, mit dem das öffentliche Sozialhilfzentrum einen schriftlichen Vertrag abgeschlossen hat, ins Haus geliefert werden;

4° ein Punkt je tausendzweihundertfünfzig Stunden, die jährlich von zugelassenen Familien- und Seniorenhilfsdiensten geleistet werden, die entweder vom öffentlichen Sozialhilfzentrum organisiert werden oder mit denen das Zentrum einen schriftlichen Vertrag abgeschlossen hat;

5° ein Punkt je fünfundzwanzig zugelassene Betten :

a) entweder von Heimen für Betagte oder Alten- und Pflegeheimen, die das öffentliche Sozialhilfzentrum verwaltet, sowie im Verhältnis zu den Anteilen des öffentlichen Sozialhilfzentrums bei den Interkommunalen bzw. bei den in Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren erwähnten Vereinigungen, die diese Art von Einrichtungen verwalten;

b) oder von Einrichtungen zur Beherbergung von Minderjährigen, die das öffentliche Sozialhilfzentrum verwaltet.

Für die Anwendung des 1. Kriteriums wird die Anzahl Bezieher des Existenzminimums am 1. Januar des vorletzten Jahres vor jedem Triennium berücksichtigt, so wie sie in den Dokumenten steht, die die Dienststellen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und die der Deutschsprachigen Gemeinschaft besitzen.

Für die Anwendung des 2. Kriteriums wird die Anzahl Sozialarbeiter am 31. Dezember des drittletzten Jahres vor jedem Triennium berücksichtigt, so wie sie in den Dokumenten steht, die die Dienststellen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und die der Deutschsprachigen Gemeinschaft besitzen.

Für die Anwendung des 3. Kriteriums wird die Anzahl Mahlzeiten, die während des drittletzten Jahres vor jedem Triennium geliefert worden sind, berücksichtigt, so wie sie in den Dokumenten angegeben ist, die die Dienststellen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und die der Deutschsprachigen Gemeinschaft besitzen.

Für die Anwendung des 4. Kriteriums wird die Anzahl Stunden, die Familien- und Seniorenhelferinnen während des drittletzten Jahres vor jedem Triennium bei den Hilfeempfängern geleistet haben, berücksichtigt, so wie sie in den Dokumenten angegeben ist, die die Dienststellen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und die der Deutschsprachigen Gemeinschaft besitzen.

Für die Anwendung des 5. Kriteriums wird die Anzahl Betten am 31. Dezember des drittletzten Jahres vor jedem Triennium berücksichtigt, so wie sie in den Dokumenten angegeben ist, die die Dienststellen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und die der Deutschsprachigen Gemeinschaft besitzen.

§ 2. Das öffentliche Sozialhilfzentrum kann einen Teil der ihm zugeteilten Punkte an die Gemeinde abgeben, von der es abhängt.

Art. 9. Wenn die lokale Behörde eine Provinz ist, entspricht die Anzahl Punkte, auf deren Grundlage ihr die Höchstanzahl bezuschufter Vertragspersonalmitglieder gewährt wird, der Anzahl Gruppen von zwanzig festangestellten Provinzialbediensteten, die ausschließlich der Krankheitskostenversicherung unterliegen, mit Ausnahme der bezuschuften Arbeitnehmer der Lehranstalten.

Wenn der Stellenplan zu weniger als 90 % besetzt ist, wird die Anzahl zugeteilter Punkte mit einem Reduzierkoeffizienten multipliziert, der durch $9/10$ der Anzahl Planstellen geteilten Anzahl besetzter Stellen entspricht. Die berücksichtigte Anzahl besetzter Stellen ist diejenige, die am 31. Dezember des vorletzten Jahres vor jedem Triennium im Verhältnis zu dem an diesem Tag geltenden Stellenplan besteht. Letztere Angabe steht in den Dokumenten, die die Generaldirektion der Lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region besitzt.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird die Anzahl Bedienstete berücksichtigt, die in den Statistiken des letzten Quartals des vorletzten Jahres vor jedem Triennium erwähnt ist, so wie sie in den Dokumenten angegeben ist, die das Landesamt für Soziale Sicherheit der provinziellen und lokalen Verwaltungen besitzt.

Art. 10. Die Gemeindevereinigungen, außer denen mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung, bekommen zusammen sechshundertfünfzig Punkte.

Die Verteilung dieser Punkte unter die Gemeindevereinigungen wird von der Exekutive gemäß ganz genau bestimmten Kriterien festgelegt.

Art. 11. Wenn die in Anwendung der in den Artikeln 7 bis 10 erwähnten Formeln erhaltene Zahl keine ganze Zahl ist, wird sie nach oben oder unten abgerundet, je nachdem ob ihre erste Dezimalzahl eine 5 ist oder darüber bzw. darunterliegt.

Art. 12. § 1. Die lokale Behörde benutzt je beschäftigtes bezuschuftes Vertragspersonalmitglied einen, zwei oder drei der ihr in Anwendung der Artikel 7 bis 11 zugeteilten Punkte, je nachdem ob sie einen jährlichen Zuschuß von zweihundertfünftausend, vierhundertzehntausend oder sechshundertfünfzehntausend Franken bekommen möchte.

§ 2. Die lokale Behörde, die mehr als neunundzwanzig festangestellte Bedienstete beschäftigt, darf nur eine gewisse Anzahl bezuschufter Vertragspersonalmitglieder, die Anrecht auf einen jährlichen Zuschuß von sechshundertfünfzehntausend Franken geben, beschäftigen, und zwar bis zu einer Anzahl Punkte, die dem Dreifachen der Zahl entspricht, die 10 % der Personen darstellt, die tatsächlich als festangestellte Bedienstete beschäftigt werden.

Die lokale Behörde, die weniger als dreißig festangestellte Bedienstete beschäftigt, darf nur eine gewisse Anzahl bezuschufter Vertragspersonalmitglieder, die Anrecht auf einen jährlichen Zuschuß von sechshundertfünfzehntausend Franken geben, beschäftigen, und zwar bis zu neun Punkten.

Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 wird die Anzahl Bedienstete berücksichtigt, die in den Statistiken des letzten Quartals des vorletzten Jahres vor jedem Triennium erwähnt ist, so wie sie in den Dokumenten angegeben ist, die das Landesamt für Soziale Sicherheit der provinziellen und lokalen Verwaltungen besitzt.

Die in Artikel 11 angeführte Regel gilt für die Zahlen, die sich aus der Anwendung von Absatz 1 ergeben.

§ 3. Bei einer Teilzeitbeschäftigung oder bei einer Beschäftigungsdauer von weniger als einem Jahr wird die Benutzung der Punkte entsprechend berechnet.

§ 4. Die lokale Behörde benutzt keinen Punkt, wenn sie bezuschuftes Vertragspersonal im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 über das bezuschufte Vertragspersonal, das in Containerparks beschäftigt wird, einstellt.

Die Punkte, die eine lokale Behörde nicht während des Kalenderjahres benutzt, für das sie ihr zugeteilt worden sind, dürfen nicht während eines anderen Jahres gebraucht werden.

§ 5. Die Exekutive verfügt über zweitausendzweihundert Punkte, die sie den lokalen Behörden, deren Lage die Gewährung zusätzlicher Punkte rechtfertigt, gemäß ganz genau bestimmten Kriterien zuteilen kann.

KAPITEL IV. — Verfahren

Art. 13. Die lokale Behörde, die bezuschuftes Vertragspersonal einstellen möchte, beantragt die Zuschüsse bei der Verwaltung anhand eines Formulars, das diese Verwaltung ausstellt.

Der Antrag muß frühestens am 1. April und spätestens am 30. September eingereicht werden, andernfalls ist er ungültig.

Die Gewährung der Zuschüsse bildet den Gegenstand einer Vereinbarung. Diese tritt am 1. Januar nach der Antragstellung in Kraft und am letzten Tag des Trienniums außer Kraft.

KAPITEL V. — Reduzierung und Auszahlung des Zuschusses

Art. 14. Jeder Zuschuß wird auf der Grundlage einer einjährigen Vollzeitbeschäftigung gewährt.

Er wird im Verhältnis zu der effektiven Beschäftigung des bezuschuften Vertragspersonalmitglieds berechnet.

Die effektive Beschäftigung des bezuschuften Vertragspersonals geht aus den vierteljährlichen Angaben hervor, die die lokale Behörde dem Landesamt für Soziale Sicherheit der provinziellen und lokalen Verwaltungen mitteilt.

Art. 15. Die Auszahlung eines jeden Zuschusses erfolgt in Zwölfteln am letzten Werktag eines jeden Monats.

KAPITEL VI. — Aufhebungsbestimmungen

Art. 16. Folgende Erlasse werden aufgehoben :

1° was die Wallonische Region betrifft : der Königliche Erlaß vom 29. Oktober 1986 zur Durchführung des Königlichen Erlasses Nr. 474;

2° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988 zur Festlegung der Modalitäten der Auszahlung der in Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 474 genannten Prämie;

3° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Dezember 1990 zur Durchführung von Artikel 5 § 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses Nr. 474.

KAPITEL VII. — Übergangsbestimmungen

Art. 17. § 1. Die lokale Behörde erhält 1/2 fiktiven Punkt je vollen Teilbetrag von hundertzweitausendfünfhundert Franken, der im Gesamtbetrag der Zuschüsse einbegriffen ist, die sie für die von ihr 1990 beschäftigten bezuschuften Vertragspersonalmitglieder bekommen hat.

Wenn die Anzahl fiktiver Punkte, die einer lokalen Behörde zugeteilt werden, unter der Anzahl Punkte liegt, die ihr auf der Grundlage der Artikel 7 bis 11 zugeteilt werden, wird letztere Anzahl um eine Bruchzahl verringert, die der Differenz zwischen einerseits dieser Anzahl Punkte und andererseits der Anzahl fiktiver Punkte entspricht.

Wenn die Anzahl fiktiver Punkte, die einer lokalen Behörde zugeteilt werden, über der Anzahl Punkte liegt, die ihr auf der Grundlage der Artikel 7 bis 11 zugeteilt werden, wird letztere Anzahl um eine Bruchzahl erhöht, die der Differenz zwischen einerseits der Anzahl fiktiver Punkte und andererseits der auf der Grundlage der Artikel 7 bis 11 zugeteilten Anzahl Punkte entspricht.

Die in den Absätzen 2 und 3 erwähnte Bruchzahl entspricht 3/4 für 1992, 1/2 für 1993 und 1/4 für 1994.

§ 2. Die in Artikel 11 angeführte Regel gilt für die Zahlen, die sich aus der Anwendung von § 1 ergeben.

Art. 18. Für die Gemeinden, die am 1. Januar 1991 einem Sanierungsplan unterlagen, sowie für die von ihnen abhängenden öffentlichen Sozialhilfezentren wird die Anzahl Punkte, die ihnen zugeteilt wird, in Abweichung von den Artikeln 7 und 8 auf die gemäß Artikel 17 § 1 berechnete Anzahl fiktiver Punkte festgesetzt, wenn letztere Anzahl vorteilhafter ist.

Dieses Rechenverfahren gilt weiterhin bis zum Ende des Jahres nach demjenigen, in dem die Gemeinde nicht mehr diesem Sanierungsplan unterliegt, und zumindest bis zum Ende des ersten Trienniums.

Nach Ablauf des in Absatz 2 erwähnten Zeitraums wird die Anzahl Punkte, die aufgrund des Artikels 7 bzw. 8 zugeteilt werden, um eine Bruchzahl erhöht, die der Differenz zwischen einerseits der Anzahl fiktiver Punkte und andererseits der auf der Grundlage des Artikels 7 bzw. 8 zugeteilten Anzahl Punkte entspricht. Die Bruchzahl entspricht 3/4 für das erste Jahr, 1/2 für das zweite Jahr und 1/4 für das dritte Jahr.

Die in Artikel 11 angeführte Regel gilt für die Zahlen, die sich aus der Anwendung der vorangehenden Absätze ergeben.

Die Gemeinden, zu deren Gunsten die Wallonische Region sich an den Kosten für die Sanierungsanleihen, die außergewöhnliche Hilfe oder die Konsolidierung der Schulden aus der Vergangenheit beteiligt bzw. eine Sicherheit für solche Anleihen leistet, gelten im Sinne des vorliegenden Erlasses als Gemeinden, die dem Sanierungsplan unterliegen.

KAPITEL VIII. — Inkrafttreten und Schlußbestimmungen

Art. 19. Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die in Artikel 16 erwähnten Bestimmungen gelten weiterhin bis zum 31. Dezember 1991. Was die bezuschuften Vertragspersonalmitglieder betrifft, deren Beschäftigung bezuschuft werden kann, gelten ferner die in Artikel 16 erwähnten Bestimmungen weiterhin bis zum Ablauf eines Zeitraums, der der Mindstdauer der im Gesetz vom 3. Juli 1978 über Arbeitsverträge vorgesehenen Kündigungsfrist entspricht, die ab dem 1. Januar 1992 läuft und gegebenenfalls um die Zeiträume verlängert wird, in denen die Kündigungsfrist gesetzlich unterbrochen wird und in denen die Zustellung des Kündigungsschreibens gesetzlich verboten ist.

Art. 20. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juni 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2666

[C — 27440]

13 JUNI 1991

Besluit van de Waalse Gewestexecutie tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld

De Waalse Gewestexecutie,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 4, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 december 1988 tot verruiming van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 maart 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° koninklijk besluit nr. 474 : het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

2° het plaatselijk bestuur : een van de in het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 474 bedoelde besturen;

3° de gesubsidieerde contractueel : de in artikel 2, 2de lid, van het koninklijk besluit nr. 474 bedoelde agent;

4° het bestuur : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° het triënnium : elke opeenvolgende periode van drie jaar waarvan de eerste op 1 januari 1992 begint.

HOOFDSTUK II. — Bedrag van de toelage

Art. 2. Het bedrag van de jaarlijkse toelage die het plaatselijk bestuur geniet is gelijk aan tweehonderdvijfduizend frank indien de dag voor de inkrachtreding van de in artikel 13 bedoelde overeenkomst of, in geval van indienstneming na deze datum, de gesubsidieerde contractueel, de dag voor zijn indienstneming :

1° werkloos is in de zin van artikel 5;

2° tijdens het vorig jaar zich in één of meerdere van de in artikel 5 bedoelde situaties bevindt sinds minstens zes ononderbroken maanden of het tijdens minstens zes maanden is geweest.

Art. 3. Het bedrag van de jaarlijkse toelage die het plaatselijk bestuur geniet is, naar keuze van het plaatselijk bestuur, gelijk aan tweehonderdvijfduizend frank of vierhonderdentienduizend frank indien, de dag voor de inkrachtreding van de in artikel 13 bedoelde overeenkomst of, in geval van indienstneming na deze datum, de gesubsidieerde contractueel, de dag voor zijn indienstneming :

1° werkloos is in de zin van artikel 5;

2° tijdens de twee vorige jaren zich in één of meerdere van de in artikel 5, 1° tot 7° bedoelde situaties bevindt sinds minstens twaalf ononderbroken maanden of het tijdens minstens twaalf maanden is geweest.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van artikel 12 is het bedrag van de jaarlijkse toelage die het plaatselijk bestuur geniet, naar keuze van het plaatselijk bestuur, gelijk aan tweehonderdenvijfduizend frank, vierhonderdentienduizend frank of zeshonderdvijftienduizend frank indien, de dag voor de inkrachtreding van de in artikel 13 bedoelde overeenkomst of, in geval van indienstneming na deze datum, de gesubsidieerde contractueel, de dag voor zijn indienstneming :

1° werkloos is in de zin van artikel 5;

2° tijdens de vier vorige jaren zich in één of meerdere van de in artikel 5, 1° tot 7° bedoelde situaties bevindt sinds minstens vierentwintig ononderbroken maanden of het tijdens minstens vierentwintig maanden is geweest.

Art. 5. Wordt aanzien als werkloze in de zin van dit besluit, hij die :

- 1° hetzij uitkeringsgerechtigd volledig werkloos is;
- 2° hetzij volledig werkloos is zoals bedoeld bij artikel 123, § 5, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid;
- 3° hetzij werkloos is zoals bedoeld bij artikel 171*octies* of 171*nonies* van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963;
- 4° hetzij voorlopig uitkeringsgerechtigd werkloos is;
- 5° hetzij in een beschermde werkplaats tewerkgestelde werkloze is overeenkomstig artikel 171*bis* van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963;
- 6° hetzij werkloos is wiens aanspraak op werkloosheidsuitkeringen sinds meer dan één jaar geschorst is bij toepassing van artikel 143 van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963;
- 7° hetzij recht heeft op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;
- 8° hetzij gesubsidieerde contractueel is.

Art. 6. Voor de toepassing van artikelen 2, 3 en 4, worden gelijkgesteld met werkloosheidsperiodes :

- 1° de periodes van niet-betaling van werkloosheids- of wachttijduitkeringen van maximum vijftien opeenvolgende dagen, behalve als het om een administratieve sanctie of een uitsluiting gaat die besloten is krachtens artikelen 134 tot 138 of 194 tot 198 van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963;
- 2° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een toelage krachtens de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- 3° de periodes van gevangenzitting in België;
- 4° de verblijfperiodes in de Bondsrepubliek Duitsland van een werknemer die samenwoont met een Belg werkzaam in het kader van de Belgische strijdkrachten gestationneerd in Duitsland;
- 5° de periodes van oproeping of wederoproeping onder de wapens of van diensten vervuld als gewetensbezwaarde;
- 6° de door vakantiegeld gedekte periodes van werkloosheid;
- 7° de periodes van loonarbeid die, gecumuleerd, niet langer zijn dan het gelijkwaardig van drie maanden voltijdse tewerkstelling;
- 8° de periodes van tewerkstelling in het kader van het programma « PRIME »;
- 9° de periodes van tewerkstelling in het derde arbeidscircuit vóór de inwerkingtreding van artikel 15 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;
- 10° de periodes van niet-uitbetaling van het bestaansminimum gedurende maximum vijftien opeenvolgende dagen.

Voor de toepassing van artikel 3 worden de periodes van indienstneming als gesubsidieerde contractueel gelijkgesteld met periodes van werkloosheid :

- 1° indien, op de dag van inkrachttrading van de in artikel 13 genoemde overeenkomst of bij indienstneming na deze datum, de agent de volle leeftijd van vijfenveertig jaar heeft op de dag van zijn indienstneming;
- 2° of indien hij tewerkgesteld was als gesubsidieerde contractueel op 31 december 1990.

Voor de toepassing van artikelen 2 en 3 worden de periodes van indienstneming als gesubsidieerde contractueel, door het Ministerie van Binnenlandse Zaken, voor het uitreiken van de identiteitskaarten, overeenkomstig hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988, gelijkgesteld met periodes van werkloosheid indien de agent als zodanig tewerkgesteld was op 31 december 1990.

HOOFDSTUK III. — Aantal gesubsidieerde contractuelen

Art. 7. § 1. Indien het plaatselijk bestuur een gemeente is, is het aantal punten, waardoor het maximaal aantal gesubsidieerde contractuelen haar toegekend wordt, vastgesteld op basis van de vier volgende maatstaven:

- 1° een punt per schijf van duizend tweehonderd vijftig inwoners ingeschreven in het bevolkingsregister;
- 2° een punt per schijf van vijftientwintig uitkeringsgerechtigde volledige werklozen wonende in de gemeente;
- 3° een punt per schijf van vijf statutaire gemeenteagenten enkel onderworpen aan de verzekering van gezondheidszorgen, met uitzondering van de gesubsidieerde werknemers van de onderwijsinstellingen;
- 4° een punt per schijf van vijftientwintig kilometers gemeentewegen van lokale en grote verbindingen.

Indien de bezetting van de organieke personeelsformatie van de statutaire agenten lager is dan 90 percent is het overeenkomstig de derde maatstaf toegekend aantal punten voorzien van een reductiecoëfficiënt gelijk aan het aantal beklede betrekkingen gedeeld door de 9/10e van het aantal betrekkingen van de personeelsformatie. Rekening wordt gehouden met de tewerkstelling op 31 december van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium ten opzichte van de bestaande personeelsformatie op dezelfde datum. Dit laatste gegeven staat vermeld in de documenten bewaard door de Algemene Directie der plaatselijke besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van de eerste maatstaf wordt rekening gehouden met de stand van de officiële cijfers van de bevolking op 1 januari van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals bewaard bij het Nationaal Instituut voor Statistiek.

Voor de toepassing van de tweede maatstaf wordt rekening gehouden met het aantal uitkeringsgerechtigde volledige werklozen vermeld in de statistieken op 31 december van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door het FOREM. Dit aantal bestaat uit de uitkeringsgerechtigde volledige werklozen en de uitkeringsgerechtigde werklozen. Het houdt rekening noch met de bejaarde werklozen die voldoen aan de voorwaarden voorzien in artikel 153*bis* van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1963 noch de werklozen met een verminderde arbeidsgeschiktheid die voldoen aan de voorwaarden voorzien in artikel 155 van hetzelfde koninklijk besluit.

Voor de toepassing van de derde maatstaf wordt rekening gehouden met het aantal agenten aangegeven in de statistieken van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

Voor de toepassing van de vierde maatstaf wordt rekening gehouden met het aantal kilometers op 1 januari van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de provinciale technische diensten.

§ 2. De gemeente kan een deel van de haar toegekende punten aan haar openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn afstaan.

Art. 8. § 1. Indien het plaatselijk bestuur een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een intercommunale centrum voor maatschappelijk welzijn is, is het aantal punten, waardoor het maximumaantal gesubsidieerde contractuelen hen toegekend wordt, vastgesteld op basis van de vijf volgende maatstaven :

- 1° een punt per schijf van vijftig rechthebbenden op het bestaansminimum;
- 2° twee punten per maatschappelijke arbeider tewerkgesteld als statutaire agent;
- 3° een punt per schijf van tweeduizend vijfhonderd maaltijden jaarlijks aan huis bezorgd, hetzij door een dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door een privé- of openbare dienst waarmee het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft afgesloten;
- 4° een punt per schijf van duizend tweehonderd vijftig werkuren jaarlijks gepresteerd door erkende diensten van gezins- en bejaardehulp, of ingericht door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of waarmee het centrum een schriftelijke overeenkomst heeft afgesloten;
- 5° een punt per schijf van vijftientig erkende bedden :
 - a) hetzij van rustoorden voor bejaarden of rust- en verzorgingstehuizen beheerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, alsook naar evenredigheid van het aantal aandelen van het centrum in de intercommunales of de verenigingen die dit soort instellingen beheert, zoals bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
 - b) hetzij van instellingen, die het verblijf van minderjarige kinderen als doeleinde heeft en die door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zijn beheerd.

Voor de toepassing van de eerste maatstaaf wordt rekening gehouden met het aantal rechthebbenden op het bestaansminimum op 1 januari van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve of door die van de Duitstalige Gemeenschap.

Voor de toepassing van de tweede maatstaaf wordt rekening gehouden met het aantal maatschappelijke arbeiders op 31 december van het op twee na laatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve of door die van de Duitstalige Gemeenschap.

Voor de toepassing van de derde maatstaaf wordt rekening gehouden met het aantal bezorgde maaltijden tijdens het op twee na laatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve of door die van de Duitstalige Gemeenschap.

Voor de toepassing van de vierde maatstaaf wordt rekening gehouden met het aantal werkuren van de gezins- en bejaardenhulpers bij de rechthebbende tijdens het op twee na laatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve of door die van de Duitstalige Gemeenschap.

Voor de toepassing van de vijfde maatstaaf wordt rekening gehouden met het aantal bedden op 31 december van het op twee na laatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve of door die van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan een deel van zijn toegekende punten afstaan aan de gemeente waarvan het afhangt.

Art. 9. Indien het plaatselijk bestuur een provincie is, is het aantal punten, waardoor het maximumaantal gesubsidieerde contractuelen haar toegekend wordt, gelijk aan het aantal schijven van twintig statutaire agenten enkel onderworpen aan de verzekering van gezondheidszorgen, met uitzondering van de gesubsidieerde werknemers van de onderwijsinstellingen.

Indien de bezetting van de organieke personeelsformatie lager is dan 90 procent is het toegekend aantal punten voorzien van een reductiecoëfficiënt gelijk aan het aantal beklede betrekkingen gedeeld door de 9/10e van het aantal betrekkingen van de personeelsformatie. Rekening wordt genomen met de tewerkstelling op 31 december van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium ten opzichte van de bestaande personeelsformatie op dezelfde datum. Dit laatste gegeven staat vermeld in de documenten bewaard door de Algemene Directie der plaatselijke besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt rekening gehouden met het aantal agenten aangegeven in de statistieken van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

Art. 10. De verenigingen van gemeenten, behalve dewelke een economisch doeleinde hebben, hebben recht op zeshonderd vijftig punten.

De verdeling van deze punten onder de verenigingen van gemeenten wordt volgens duidelijke vastgestelde maatstaven door de Executieve bepaald.

Art. 11. Indien het getal dat voortkomt uit de toepassing van de in artikelen 7 tot 10 genoemde formules geen rond cijfer is, wordt het naar de hele eenheid naar boven afgerond of teruggebracht op de eenheid naar gelang de eerste tiendelige breuk al dan niet gelijk of hoger is dan 5.

Art. 12. § 1. Per indienstgenomen gesubsidieerde contractueel gebruikt het plaatselijk bestuur één, twee of drie van de het krachtens artikelen 7 tot 11 toegekende punten naar gelang het kiest aanspraak te doen op een jaarlijkse toelage van tweehonderdenvijftienduizend, vierhonderdentienduizend of zeshonderdvijftienduizend frank.

§ 2. Het plaatselijk bestuur dat meer dan negenentwintig statutaire agenten in dienst heeft, kan een aantal gesubsidieerde contractuelen in dienst nemen dat aanspraak laat doen op een jaarlijkse toelage van zeshonderdvijftienduizend frank enkel ten belope van een aantal punten dat gelijk is aan het drievoud van het getal dat 10 % vertegenwoordigt van de werkelijk in dienst genomen personen in de hoedanigheid van statutair agent.

§ 3. Het plaatselijk bestuur dat minder dan dertig statutaire agenten in dienst heeft, kan een aantal gesubsidieerde contractuelen in dienst nemen dat recht geeft op een jaarlijkse toelage van zeshonderdvijftienduizend frank enkel ten belope van negen punten.

Voor de toepassing van leden 1 en 2 wordt rekening gehouden met het aantal agenten aangegeven in de statistieken van het voorlaatste jaar voorafgaand elk triënnium, zoals vermeld in de documenten bewaard door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

De in artikel 11 genoemde regel is toepasselijk op de getallen die voortkomen uit de toepassing van het eerste lid.

§ 3. In geval van deeltijdse indienstneming of van tewerkstelling van minder dan één jaar wordt het gebruik van de punten evenredig berekend.

§ 4. Het plaatselijk bestuur gebruikt geen punten indien het gesubsidieerde contractuelen in dienst neemt in het kader van het besluit van de Waalse Gewestsexecutieve van 8 november 1990 betreffende de gesubsidieerde contractuele agenten aangesteld bij containerparken.

De punten die niet door een plaatselijk bestuur gebruikt worden tijdens het burgerlijk jaar waarvoor zij toegekend zijn, mogen niet tijdens een ander jaar gebruikt worden.

§ 5. De Executieve beschikt over tweeduizend tweehonderd punten die zij kan toekennen, volgens duidelijk vastgestelde maatstaven, aan de plaatselijke besturen waarvan de situatie het toekennen van bijkomende punten rechtvaardigt.

HOOFDSTUK IV. — Procedure

Art. 13. Het plaatselijk bestuur dat wenst gesubsidieerde contractuelen in dienst te nemen richt een aanvraag om toelagen aan het bestuur bij middel van het door het bestuur uitgereikte formulier.

De aanvraag moet ingediend worden, op straffe van nietigheid, ten vroegste op 1 april en ten laatste op 30 september.

Het toekennen van toelagen is het onderwerp van een overeenkomst. Zij treedt in werking op 1 januari dat de aanvraag volgt en heeft geen uitwerking meer op de laatste dag van het triënnium.

HOOFDSTUK V. — Vermindering en vereffening van de toelage

Art. 14. Elke toelage wordt toegekend op basis van een voltijdse indienstneming tijdens een jaar.

Zij wordt berekend naar evenredigheid van de werkelijke tewerkstelling van de gesubsidieerde contractueel.

De werkelijke tewerkstelling van de gesubsidieerde contractuelen komt voort uit de driemaandelijkse inlichtingen die door het plaatselijk bestuur aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten worden overgemaakt.

Art. 15. De vereffening van elke toelage geschiedt, per twaalfde delen, op de laatste werkdag van elke maand.

HOOFDSTUK VI. — Ophettingsmaatregelen

Art. 16. Worden opgeheven :

1° wat betreft het Waalse Gewest, het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 houdende uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988 tot vaststelling van de uitbetalingsmodaliteiten van de bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 474 bedoelde premie;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 december 1990 houdende uitvoering van artikel 5, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 474.

HOOFDSTUK VII. — Overgangsmaatregelen

Art. 17. § 1. Een half fictief punt wordt aan het plaatselijk bestuur toegekend per volledige schijf van tweehonderdduizend vijfhonderd frank die inbegrepen is in het volledig bedrag van de toelagen waarvan het plaatselijk bestuur recht op had voor de door hem tewerkgestelde gesubsidieerde contractuelen tijdens het jaar 1990.

Wanneer het aantal aan een plaatselijk bestuur toegekende fictieve punten lager is dan het aantal punten die het toegekend wordt op basis van artikelen 7 tot 11, is dit laatste getal verminderd met een fractie van het verschil tussen, enerzijds dit aantal punten en, anderzijds, het aantal fictieve punten.

Wanneer het aantal aan een plaatselijk bestuur toegekende fictieve punten hoger is dan het aantal punten die het toegekend wordt op basis van artikelen 7 tot 11, is dit laatste getal verhoogd met een fractie van het verschil tussen, enerzijds het aantal fictieve punten en, anderzijds, het aantal punten toegekend op basis van artikelen 7 tot 11.

De in leden 2 en 3 genoemde fractie is gelijk aan 3/4 voor 1992, 1/2 voor 1993 en 1/4 voor 1994.

§ 2. De in artikel 11 vermelde regel is toepasselijk op de getallen die voortkomen uit de toepassing van paragraaf 1.

Art. 18. Voor de gemeenten, die zich op 1 januari 1991 onder een saneringsplan bevonden, alsook voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die er van afhangen, is, in afwijking van artikelen 7 en 8, het aantal hun toegekende punten bepaald op het overeenkomstig artikel 17, § 1, berekende aantal fictieve punten, indien dit laatste getal gunstiger is.

Deze berekeningswijze blijft van toepassing tot het einde van het jaar dat het jaar volgt tijdens hetwelk de gemeente zich niet meer onder het saneringsplan bevindt en, in ieder geval, tot het einde van het eerste triënnium.

Op het einde van de in het tweede lid voorziene periode is het aantal punten toegekend op basis van artikelen 7 of 8 vermeerderd met een fractie van het verschil tussen, enerzijds het aantal fictieve punten en, anderzijds, het aantal punten toegekend op basis van artikelen 7 of 8. De fractie is gelijk aan 3/4 voor het eerste jaar, 1/2 voor het tweede jaar en 1/4 voor het derde jaar.

De in artikel 11 vermelde regel is toepasselijk op de getallen die voortkomen uit de toepassing van de voorafgaande leden.

Worden aanzien als zijnde onder saneringsplan in de zin van onderhavig besluit, de gemeenten waarvoor het Waalse Gewest tussenkomt in de lasten van saneringsleningen, buitengewone hulp of van de consolidatie van de uitschuld, of bij wijze van waarborg voor dergelijke leningen.

HOOFDSTUK VIII. — Inkrachtreding en slotbepalingen

Art. 19. Onderhavig besluit treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De in artikel 16 genoemde bepalingen blijven van toepassing tot 31 december 1991. Bovendien blijven de in artikel 16 genoemde bepalingen van toepassing op de gesubsidieerde contractuelen, waarvan de tewerkstelling geen aanleiding kan geven tot de toekenning van een toelage, tot het einde van een periode, die gelijk is aan de minimumduur van de bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voorziene opzeg beginnende op 1 januari 1992 en, indien nodig, vermeerderd met de periodes van wettelijke schorsing van de uitvoering van de opzeg en van de periodes tijdens dewelke het wettelijk verboden is de opzeg te geven.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 13 juni 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting,
Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS